

Le Nouvel Ordre Mondial que l'on prépare sous prétexte de guerre en Ukraine



[Source :]

Par Thierry Meyssan

Le conflit en Ukraine n'a pas été ouvert par la Russie le 24 février, mais par l'Ukraine une semaine avant. L'OSCE en est témoin. Ce conflit périphérique avait été planifié par Washington pour imposer un Nouvel Ordre Mondial dont la Russie, puis la Chine, devaient être exclues. Ne vous laissez pas bernier !



Le président états-unien, Joe Biden, a qualifié son homologue russe, Vladimir Poutine, de « boucher ». Puis il a déclaré « Pour l'amour de Dieu, cet homme ne peut pas rester au pouvoir ! ». Le département d'État a tenté de minorer ces déclarations en assurant que le président Biden parlait uniquement d'exercer le pouvoir sur les voisins de la Russie, mais il n'a pas précisé où la Russie exercerait un tel pouvoir.

Cet article fait suite à :

1. « La Russie veut contraindre les USA à respecter la Charte des

Nations unies », 4 janvier 2022.

2. « Washington poursuit le plan de la RAND au Kazakhstan, puis en Transnistrie », 11 janvier 2022.

3. « Washington refuse d'entendre la Russie et la Chine », 18 janvier 2022.

4. « Washington et Londres, atteints de surdité », 1er février 2022.

5. « Washington et Londres tentent de préserver leur domination sur l'Europe », 8 février 2022.

6. « Deux interprétations de l'affaire ukrainienne », 15 février 2022.

7. « Washington sonne l'hallali, tandis que ses alliés se retirent », 22 février 2022.

8. « Vladimir Poutine déclare la guerre aux Straussians », 5 mars 2022.

9. « Une bande de drogués et de néo-nazis », 5 mars 2022.

10 « Israël abasourdi par les néo-nazis ukrainiens », 8 mars 2022.

11. « Ukraine : la grande manipulation », 22 mars 2022.

Les opérations militaires de la Russie en Ukraine se déroulent depuis plus d'un mois et les opérations de propagande de l'Otan depuis un mois et demi.

Comme à chaque fois, la propagande de guerre des Anglo-Saxons est coordonnée depuis Londres. Les Britanniques ont acquis depuis la Première Guerre mondiale un savoir-faire sans équivalent. En 1914, ils étaient parvenus à convaincre leur propre population que l'armée allemande avait pratiqué des viols de masse en Belgique et qu'il était du devoir de chaque Britannique de venir au secours de ces pauvres femmes. C'était une version plus propre que d'évoquer la tentative du Kaiser Wilhelm II de rivaliser avec l'Empire colonial anglais.   la fin du conflit, la population britannique exigea que l'on indemnise les victimes. On chercha à les recenser et l'on se rendit compte que les faits avaient été extraordinairement exagérés.

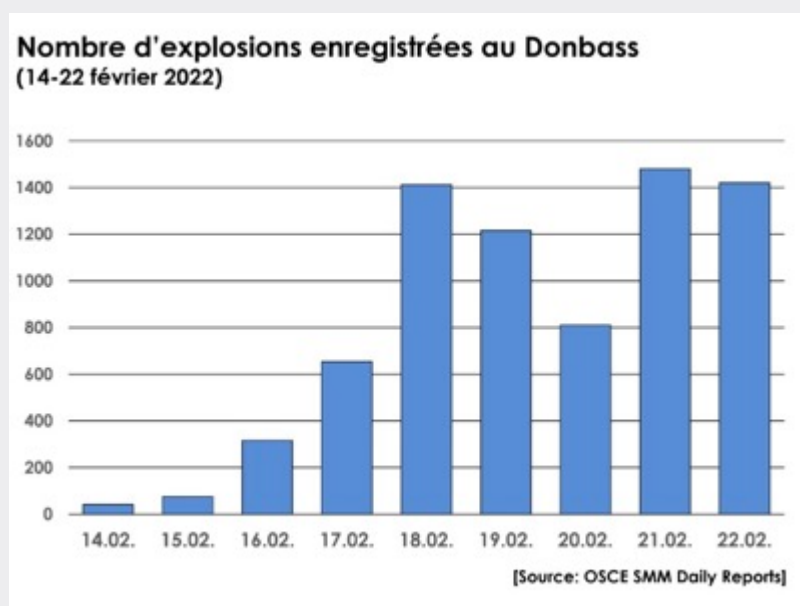


Le président Zelensky a déclaré la guerre à la Russie en donnant ordre aux troupes bandéristes incorporées dans son armée d'attaquer les citoyens russes du Donbass à partir du 17 février. Puis il a agit  le chiffon rouge en déclarant devant les dirigeants politiques des pays membres de l'Otan qu'il

allait acquérir la Bombe atomique en violation des traités internationaux.

Cette fois, en 2022, les Britanniques sont parvenus à convaincre les Européens que, le 24 février, les Russes ont attaqué l'Ukraine pour l'envahir et l'annexer. Moscou tenterait de reconstituer l'Union soviétique et s'apprêterait à attaquer successivement toutes ses anciennes possessions. Cette version est plus honorable pour les Occidentaux que d'évoquer le « piège de Thucydide » –j'y reviendrai–. Dans la réalité, les troupes de Kiev ont attaqué leur propre population du Donbass, le 17 février après-midi. Puis l'Ukraine a agité un chiffon rouge devant le taureau russe avec le discours du président Zelenski face aux dirigeants politiques et militaires de l'Otan réunis à Munich, au cours duquel il a annoncé que son pays allait se doter de l'arme atomique pour se protéger de la Russie.

Vous ne me croyez pas ? Voici les relevés de l'OSCE à la frontière du Donbass. Il n'y avait plus de combats depuis des mois, mais les observateurs de l'Organisation neutre ont observé, à partir du 17 février après-midi, 1 400 explosions par jour. Immédiatement, les provinces rebelles de Donetsk et de Lougansk, qui se considéraient toujours comme ukrainiennes, mais prétendaient à l'autonomie au sein de l'Ukraine, ont déplacé plus de 100 000 civils pour les protéger. La plupart se sont repliés à l'intérieur du Donbass, d'autres ont fui vers la Russie.



En 2014 et 2015, lorsqu'une guerre civile avait opposé Kiev à Donetsk et à Lougansk, les dégâts matériels et humains ne ressortaient que des affaires intérieures de l'Ukraine. Cependant, au cours du temps, la presque totalité de la population ukrainienne du Donbass a envisagé d'émigrer et a acquis la double nationalité russe. Par conséquent l'attaque de Kiev contre la population du Donbass, le 17 février, était une attaque contre des citoyens ukraino-russes. Moscou leur a porté secours, en urgence, à partir du 24 février.

La chronologie est indiscutable. Ce n'est pas Moscou qui a voulu cette guerre, mais bien Kiev, malgré le prix prévisible qu'il devrait en payer. Le président Zelensky a délibérément mis son peuple en danger et porte seul la responsabilité de ce qu'il endure aujourd'hui.

Pourquoi a-t-il agi ainsi ? Depuis le début de son mandat, Volodymyr Zelensky a poursuivi le soutien de l'État ukrainien, qui avait commencé avec son prédécesseur Petro Porochenko, aux détournements de fonds perpétrés par ses sponsors états-uniens et aux extrémistes de son pays, les bandéristes. Le président Poutine a qualifié les premiers de « bande de drogués » et les seconds de « bande de néo-nazis » ([1] Voir le neuvième article de cette série : « Une bande de drogués et de néo-nazis », 5 mars 2022.)). Non seulement Volodymyr Zelensky a publiquement déclaré qu'il ne voulait pas résoudre le conflit du Donbass en appliquant les Accords de Minsk, mais il a interdit à ses concitoyens de parler le russe à l'école et dans les administrations et, pire, a signé une loi raciale le 1er juillet 2021, excluant *de facto* les Ukrainiens revendiquant leur origine slave de la jouissance des Droits de l'homme et des Libertés fondamentales.

L'armée russe a d'abord envahi le territoire ukrainien, non pas depuis le Donbass, mais depuis la Biélorussie et la Crimée. Elle a détruit l'ensemble des installations militaires ukrainiennes utilisées par l'Otan depuis des années et a combattu les régiments bandéristes. Elle se consacre désormais à les anéantir à l'Est du pays. Les propagandistes de Londres et leurs presque 150 agences de communication un peu partout dans le monde nous assurent que, repoussée par la glorieuse Résistance ukrainienne, l'armée russe défaite a abandonné son objectif initial de prendre Kiev. Or, jamais, absolument jamais, le président Poutine n'a dit que la Russie prendrait Kiev, renverserait le président élu Zelensky et occuperait son pays. Au contraire, il a toujours dit que ses objectifs de guerre étaient de dénazifier l'Ukraine et d'éliminer les stocks d'armes étrangères (celles de l'Otan). C'est très exactement ce qu'il fait.

La population ukrainienne souffre. Nous découvrons que la guerre est cruelle, qu'elle tue toujours des innocents. Nous sommes submergés aujourd'hui par nos émotions et, comme nous ignorons l'attaque ukrainienne du 17 février, nous en voulons aux Russes que nous qualifions à tort d'« agresseurs ». Nous n'éprouvons pas la même compassion pour les victimes de la guerre simultanée au Yémen, ses 200 000 morts, dont 85 000 enfants, morts de faim. Mais il est vrai que les Yéménites ne sont aux yeux des Occidentaux « que des arabes ».

Le fait de souffrir ne doit pas *a priori* être interprété comme la preuve que l'on a raison. Les criminels souffrent comme les innocents.



La délégation ukrainienne à la Cour internationale de Justice a réussi à ce qu'il n'y ait pas de jugement sur le fond, mais une ordonnance posant une mesure conservatoire contre la Russie.

La Cour internationale de Justice (CIJ), c'est-à-dire le tribunal interne de l'Onu, a été saisie par l'Ukraine et a ordonné à titre conservatoire, le 16 mars, à la Russie de cesser la guerre et de retirer ses troupes([2] « Allégation de génocide au titre de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide », Ordonnance, Cour internationale de Justice, 16 mars 2022.)). Or, ainsi que je viens de le montrer le Droit donne raison à la Russie.

Comment une telle manipulation de la Cour est-elle possible ? L'Ukraine a évoqué le fait que le président Poutine a déclaré, lors de son discours sur l'opération militaire russe, que les populations du Donbass étaient victimes d'un « génocide ». Elle a donc nié ce « génocide » et accusé la Russie d'avoir indûment utilisé cet argument. En droit international, le mot « génocide » ne désigne plus l'éradication d'une ethnie, mais un massacre ordonné par un gouvernement. Au cours des huit dernières années, 13 000 à 22 000 civils ont été tués dans le Donbass selon que l'on se réfère aux statistiques du gouvernement ukrainien ou à celles du gouvernement russe. La Russie, qui avait envoyé sa plaidoirie par écrit, fait valoir qu'elle ne se fonde pas sur la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, mais sur l'article 51 de la Charte des Nations unies autorisant la guerre en légitime défense –ce que le président Poutine avait explicitement déclaré lors de son discours–. Le Tribunal n'a pas cherché à vérifier quoi que ce soit. Il s'en est tenu au démenti ukrainien. Il a donc conclu que la Russie avait indûment utilisé la Convention comme argument. En outre, la Russie n'ayant pas jugé nécessaire de se faire représenter physiquement à la Cour, celle-ci a utilisé son absence pour lui imposer une mesure conservatoire aberrante. La Russie, sûre de son bon droit, a refusé d'obtempérer et réclame un jugement sur le fond qui ne sera pas rendu avant la fin septembre.

Tout ceci étant posé, nous ne pouvons comprendre la duplicité des Occidentaux

qu'en replaçant les événements dans leur contexte. Depuis une dizaine d'année, les politologues états-uniens nous assurent que la montée en puissance de la Russie et de la Chine conduiront à une inévitable guerre. Le politologue Graham Allison a créé pour cela le concept de « piège de Thucydide » ([3] « The Thucydides Trap : Are the U.S. and China Headed for War ? » , Graham T. Allison, *The Atlantic*, September 24, 2005. *Destined For War : Can America and China Escape Thucydides's Trap ?*, Graham T. Allison, Mariner Books ; (2017).). Il faisait référence aux guerres du Péloponnèse qui opposèrent au IV^{ème} siècle avant J.C. Sparte à Athènes. Le stratège et historien Thucydide analysa que les guerres étaient devenues inévitables lorsque Sparte, qui dominait la Grèce, réalisa qu'Athènes conquerrait un empire et pourrait se substituer à son hégémonie. L'analogie est parlante, mais fautive : si Sparte et Athènes étaient des cités grecques voisines, les États-Unis, la Russie et la Chine n'ont pas la même culture.

À titre d'exemple, la Chine récuse la proposition de compétition commerciale formulée par le président Biden. Elle lui oppose sa tradition de « gagnant-gagnant ». Ce faisant, elle ne fait pas référence à des contrats commerciaux profitables aux deux parties, mais à son Histoire. L'« Empire du milieu » a une population extrêmement nombreuse. L'empereur était contraint de déléguer son autorité au maximum. Aujourd'hui encore la Chine est le pays le plus décentralisé au monde. Lorsqu'il prenait un décret, celui-ci avait des conséquences pratiques dans certaines provinces, mais pas dans toutes. L'empereur devait donc s'assurer que chaque gouverneur local ne considérerait pas son décret comme sans objet et n'oublierait pas son autorité. Il offrait alors une compensation à ceux qui n'étaient pas concernés par le décret pour qu'ils se sentent toujours soumis à son autorité.

Depuis le début de la crise ukrainienne, la Chine, non seulement adopte une position non-alignée, mais protège son allié russe au conseil de Sécurité des Nations unies. À tort, les États-Unis ont craint que Beijing n'envoie des armes à Moscou. Cela n'a jamais été le cas, même s'il y a une aide logistique en repas préparés pour les soldats par exemple. La Chine observe comment les choses se passent et en déduit comment elles se passeront lorsqu'elle tentera de récupérer la province rebelle de Taïwan. Beijing a gentiment décliné les offres de Washington. Il pense sur la longue durée et sait par expérience que s'il laisse détruire la Russie, il sera une nouvelle fois pillé par les Occidentaux. Son salut n'est possible qu'avec la Russie, même s'il doit un jour la contester en Sibérie.

Revenons au piège de Thucydide. La Russie sait que les États-Unis veulent l'effacer de la scène. Elle anticipe une possible invasion/destruction. Or, son territoire est immense et sa population insuffisamment nombreuse. Elle ne peut défendre ses frontières trop grandes. Elle a, depuis le XIX^{ème} siècle, imaginé de se défendre en se dérochant à ses adversaires. Lorsque Napoléon, puis Hitler, l'ont attaquée, elle a déplacé sa population toujours plus à l'Est. Et elle a brûlé elle-même ses propres villes avant l'arrivée de l'envahisseur. Celui-ci s'est trouvé dans l'incapacité d'approvisionner ses troupes. Il a dû affronter l'hiver sans moyens et, en définitive, battre en retraite. Cette stratégie de la « terre brûlée » n'a fonctionné que parce que

ni Napoléon, ni Hitler n'avaient de bases logistiques à proximité. Aussi la Russie moderne sait qu'elle ne pourra pas survivre si des armes états-uniennes sont entreposées en Europe centrale et orientale. C'est pourquoi, à la fin de l'Union soviétique, la Russie a demandé que jamais l'Otan ne s'étende à l'Est. Le président français François Mitterrand et le chancelier allemand Helmut Kohl, qui connaissaient l'Histoire, exigèrent donc que les Occidentaux prennent cet engagement. Lors de la réunification allemande, ils rédigèrent et signèrent un traité garantissant que jamais l'Otan ne franchirait la ligne Oder-Neisse, c'est-à-dire la frontière germano-polonaise.

La Russie a fait inscrire cet engagement dans le marbre en 1999 et en 2010 avec les déclarations de l'OSCE d'Istanbul et d'Astana. Mais les États-Unis l'ont violé en 1999 (adhésion de la Tchéquie, de la Hongrie et de la Pologne à l'Otan), en 2004 (Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie, Slovaquie et Slovénie), en 2009 (Albanie et Croatie), en 2017 (Monténégro), et encore en 2020 (Macédoine du Nord). Le problème n'est pas que tous ces États se soient alliés avec Washington, mais qu'ils aient entreposé des armes états-uniennes chez eux. Personne ne critique que ces États aient choisis leurs alliés, mais Moscou leur reproche de servir de base arrière au Pentagone en préparation d'une attaque de la Russie.



Victoria Nuland n'a pas connu personnellement Leo Strauss, mais a été formée à sa pensée par son mari, Robert Kagan. Ensemble les deux époux ont fondé le Projet pour un nouveau siècle américain ; le think tank qui appelait de ses vœux une catastrophe comparable à celle de Pearl Harbour afin de pouvoir imposer leur politique. Les attentats du 11 septembre 2001 furent pour eux une « divine surprise ». Comme la guerre en Ukraine, ces attentats ignobles n'ont pas ébranlé la puissance US, mais lui ont au contraire permis de durer.

En octobre 2021, la straussienne([4] Pour ce que sont les Straussiens, voir le huitième article de cette série « Vladimir Poutine déclare la guerre aux Straussiens », 5 mars 2022.)) Victoria Nuland, la numéro 2 du département

d'État est venue à Moscou pour sommer la Russie d'accepter le déploiement d'armes US en Europe centrale et orientale. Elle a promis que Washington investirait en contrepartie en Russie. Puis elle a menacé la Russie si celle-ci n'acceptait pas son offre et elle a conclu qu'il ferait juger le président Poutine devant un Tribunal international. Moscou a répondu en adressant, le 17 décembre, une proposition de Traité garantissant la paix sur la base du respect de la Charte des Nations unies. C'est ce qui a provoqué l'orage actuel. Car respecter la Charte, fondée sur le principe de l'égalité et de la souveraineté des États, suppose de réformer l'Otan dont le fonctionnement est au contraire fondé sur une hiérarchie entre ses membres. Pris dans le « piège de Thucydide », les États-Unis ont alors fomenté la guerre actuelle en Ukraine.

Si nous admettons que leur but est de rayer la Russie de la scène internationale, la manière dont les Anglo-Saxons réagissent à la crise ukrainienne devient limpide. Ils ne cherchent pas à repousser militairement l'armée russe, ni à gêner le gouvernement russe, mais à faire disparaître toute trace de la culture russe en Occident. Et subsidiairement, ils tentent d'affaiblir l'Union européenne.

Ils ont commencé avec le gel des avoirs des oligarques russes en Occident ; une mesure qui a été applaudie par la population russe qui les considère comme d'illégitimes bénéficiaires du pillage de l'URSS. Puis ils ont imposé aux entreprises occidentales de cesser leurs activités avec la Russie. Enfin, ils ont continué en coupant les banques russes d'accès aux banques occidentales (le système SWIFT). Or, si ces mesures financières ont été désastreuses pour les banques russes (mais par pour le gouvernement russe), les mesures contre les entreprises travaillant en Russie sont au contraire favorables à la Russie qui récupère leurs investissements à moindre frais. D'ailleurs, la Bourse de Moscou, qui avait été fermée du 25 février (lendemain de la riposte russe) au 24 mars, a enregistré une progression dès sa réouverture. Certes l'indice RTS a reculé le premier jour de 4,26 %, mais il mesure surtout des valeurs spéculatives, au contraire l'indice IMOEX, qui mesure l'activité économique nationale, a augmenté de 4,43 %. Les vrais perdants des mesures occidentales sont les membres de l'Union européenne qui ont eu la bêtise de les prendre.



Paul Wolfowitz a été introduit à la pensée de Leo Strauss par son professeur de philosophie, Alan Bloom. Par la suite, il est devenu élève du maître, directement auprès de lui à l'université de Chicago. Leo Strauss l'avait convaincu que les juifs ne doivent rien attendre des démocraties. Pour ne pas endurer une nouvelle Shoah, ils doivent construire eux-mêmes leur propre Reich. Il vaut mieux être du côté du manche que de la cognée.

Déjà, en 1991, le straussien Paul Wolfowitz écrivait dans un rapport officiel que les États-Unis devaient empêcher qu'une puissance puisse se développer au point de rivaliser avec eux. À l'époque, l'URSS était en miettes. Aussi désigna-t-il l'Union européenne comme le rival potentiel à abattre([5] Ce document a été révélé dans « US Strategy Plan Calls For Insuring No Rivals Develop », Patrick E. Tyler, *New York Times*, March 8, 1992. Voir aussi les extraits publiés en page 14 : « Excerpts from Pentagon's Plan : « Prevent the Re-Emergence of a New Rival » ». Des informations supplémentaires sont apportées dans « Keeping the US First, Pentagon Would preclude a Rival Superpower » Barton Gellman, *The Washington Post*, March 11, 1992.)). C'est très exactement ce qu'il fit en 2003, lorsque devenu numéro 2 du Pentagone, il interdit à l'Allemagne et à la France de participer à la reconstruction de l'Iraq([6] « Instructions et conclusions sur les marchés de reconstruction et d'aide en Irak », par Paul Wolfowitz, *Réseau Voltaire*, 10 décembre 2003.)). C'est aussi ce dont parla Victoria Nuland, en 2014, lorsqu'elle donna comme consigne à son ambassadeur US à Kiev d'« enculer l'Union européenne » (sic).([7] « Conversation entre l'assistante du secrétaire d'État et l'ambassadeur US en Ukraine », par Andrey Fomin, *Oriental Review (Russie)*, *Réseau Voltaire*, 7 février 2014.))

L'Union européenne est aujourd'hui sommée de stopper ses importations d'hydrocarbures russes. Si elle obtempère à cette injonction, l'Allemagne sera ruinée et avec elle toute l'Union. Ce ne sera pas un dommage collatéral, mais le fruit d'une pensée structurée, clairement exprimée depuis trente ans.

Le plus important pour Washington est d'exclure la Russie de toutes les

organisations internationales. Il est déjà parvenu, en 2014, à l'exclure du G8. Le prétexte était non pas l'indépendance de la Crimée (que celle-ci réclamait depuis la dissolution de l'URSS, plusieurs mois avant que l'Ukraine ne songe à sa propre indépendance), mais son adhésion à la Fédération de Russie. La prétendue agression de l'Ukraine fournit un prétexte pour l'exclure du G20. La Chine a immédiatement fait remarquer que personne ne pouvait être exclu d'un forum informel ne disposant pas de statuts. Peu importe, le président Biden est revenu à la charge les 24 et 25 mars en Europe.

Washington multiplie les contacts pour exclure la Russie de l'Organisation mondiale du Commerce. De toute manière, les principes de l'OMC sont battus en brèche par les « sanctions » unilatérales mises en œuvre par les Occidentaux. Une telle décision serait préjudiciable aux deux camps. C'est là qu'il convient de se reporter aux écrits de Paul Wolfowitz. Il écrivait en effet en 1991 que Washington ne doit pas chercher à être le meilleur dans ce qu'il fait, mais à être le premier par rapport aux autres. Cela implique, notait-il, que pour maintenir leur hégémonie, les États-Unis ne doivent pas hésiter à se faire du mal, s'ils en font beaucoup plus aux autres. Nous allons tous faire les frais de cette manière de raisonner.

Le plus important pour les Straussians est d'exclure la Russie des Nations unies. Ce n'est pas possible si l'on respecte la Charte des Nations unies, mais Washington ne s'en encombrera pas plus là qu'ailleurs. D'ores et déjà, il a pris contact avec chaque État-membre de l'Onu à quelques exceptions près. La propagande anglo-saxonne étant déjà parvenue à leur faire prendre des vessies pour des lanternes, tous sont convaincus qu'un membre du Conseil de sécurité s'est lancé dans une guerre de conquête contre un de ses voisins. Si Washington parvient à convoquer une Assemblée générale extraordinaire de l'Onu et à en modifier les statuts, il parviendra à ses fins.

Une sorte d'hystérie s'est emparée de l'Occident. On fait la chasse à tout ce qui est russe sans réfléchir à ses liens avec la crise ukrainienne. On interdit aux artistes russes de se produire même s'ils sont réputés opposés au président Poutine. Ici une université interdit l'étude du héros anti-soviétique Soljenitsyne de leur cursus, là-bas une autre interdit l'écrivain du débat et du libre-arbitre Dostoïevski (1821-1881) qui s'opposa au régime tsariste. Ici on déprogramme un chef d'orchestre parce qu'il est russe et là-bas on supprime Tchaïkovski (1840-1893) du répertoire. Tout ce qui est russe doit disparaître de notre conscience comme jadis l'Empire romain a rasé Carthage et méthodiquement détruit toute trace de son existence, au point qu'aujourd'hui nous ne savons pas grand-chose de cette civilisation.

Le 21 mars, le président Biden ne s'en est pas caché. Devant un parterre de chefs d'entreprises, il a déclaré « C'est le moment où les choses changent. Il va y avoir un Nouvel Ordre Mondial et nous devons le diriger. Et nous devons unir le reste du monde libre pour le faire » ([8] « Remarks by President Biden Before Business Roundtable's CEO Quarterly Meeting », White House, March 21, 2022.)). Ce nouvel ordre ([9] « Histoire du « Nouvel ordre mondial » », par Pierre Hillard, *Réseau Voltaire*, 21 février 2010. « Le

projet de Nouvel Ordre Mondial trébuche sur les réalités géopolitiques », par Imad Fawzi Shueibi, Traduction Said Hilal Alcharifi, *Réseau Voltaire*, 14 août 2012.) devrait couper le monde en deux blocs hermétiques ; une coupure telle que nous n'en avons jamais connue, sans comparaison possible avec le rideau de fer de la Guerre froide. Certains États, comme la Pologne, pensent pouvoir y perdre beaucoup comme les autres, mais aussi gagner un peu. Ainsi, le général Waldemar Skrzypczak vient-il de réclamer que l'enclave russe de Kaliningrad devienne polonaise([10] « La Pologne revendique Kaliningrad », *Réseau Voltaire*, 26 mars 2022)). En effet, après la coupure du monde, comment Moscou pourra-t-il communiquer avec ce territoire ?
